

# ENSEMBLE, SAUVONS MUMIA

*Collectif Unitaire National de Soutien à Mumia Abu-Jamal*

43, boulevard de Magenta 75010 Paris - TEL 01 53 38 99 99 FAX 01 40 40 90 98 - [www.mumiabujamal.net](http://www.mumiabujamal.net)

ACTIT  
AFRICA  
Afrique n° 1  
Alternative Libertaire  
ASEP  
ARDHIS  
Cercle Frantz Fanon  
CNRL  
Collectif Artistes  
Collectif International Panafricain  
de soutien à Mumia Abu-Jamal  
Comité Rosenberg  
Comité Balbynien  
Confédération CGT  
Conscience Noire  
Coord. Nat. des Sans Papiers  
CSIA  
COSIMAPP  
Droit Devant !!  
Ecole Emancipée  
Espace Che Guevara Le Havre  
Fédération CFDT Banques  
FEN  
FETAF  
FFACE  
FO Peters  
FPP  
France Libertés  
FSU\*  
Groupe de soutien à Leonard Peltier  
Iles & Solidarité  
Images d'ailleurs  
Jeunesse Etudiante Chrétienne  
JRE  
Just Justice Tours & Clermont  
L'ORNITHO  
Les Alternatifs  
Les Amis de la Commune de Paris  
Les Verts  
Ligue Communiste Révolutionnaire  
Ligue des Droits de l'Homme  
Lutte Ouvrière  
MAKI  
MIB  
MJCF  
MRAP  
Parti Communiste Français  
Partisan  
Ras l'Front  
SNESup  
Socialisme par en bas  
Soleil pour tous  
SOS Racisme  
SOS Démocratie Comores  
SUD Collectivités territoriales  
SUD Culture  
SUD Education  
SUD PTT  
Syndicat de la Magistrature  
Syndicat journalistes SNJ/CGT  
TEMPOC  
UD/CGT Paris  
UNEF  
UNEF-ID  
U.S.Journalistes CFDT



**La journée internationale  
de mobilisation du 17 août**

**vu par la presse française et américaine**

Press Statement (COMMUNIQUE' DE PRESSE de Mumia)

At trial I spent one half of the proceeding banished from the courtroom in silent lock-up, blissfully unaware of anything that transpired in court. I was banished for daring to demand all of my rights, such as self-representation, the ability to cross examine witnesses, and argue to the jury. Despite a host of Supreme Court precedent to the contrary, those rights have been denied for twenty years. Now when a postconviction appealation is pending that challenges an unprecedented conflict of interest, I am told once again I am to be banished from the courtroom.

I think it is telling that a court will issue an order for my appearance and have that order ignored and do nothing.

Mumia Abu-Jamal

August 16, 2001

It is against an extraordinary and unprecedented background that present counsel's motion for pro hoc vice status to enter this case and assist in righting these historical wrongs come before this forum today.

The denial of my right of self-representation, the infringement of my right of representation and my right to representation itself has a long and tortured history.

For the better part of three years the Commonwealth of Pennsylvania itself, wrongly, unconstitutionally, and illegally invaded my right to correspond with counsel by copying and improperly distributing privileged correspondence to unknown third parties. A federal court in *Jamal v. Price* has found this violation "actually injured" my communication with counsel.

Subsequently, with the publication of a vile book, former counsel's conduct has caused very serious questions of conflict of interest. It is those very questions among other things, which brings us to this forum today.

In this case, self-representation has been violated, the right to organize one's own defense, the right of the assistance of John Africa, the right to confidential communication has been violated, the right to counsel free of glaring conflict of interest has been betrayed, and very particularly, the right to be present in a courtroom when my case is being heard has been denied once again through no fault of my own.

Eighteen years ago Judge Sabo unjustly banned me from virtually half of my trial. Today, I am banned from a proceeding in my name, in my defense, without reason or justification.

Mumia Abu-Jamal

August 16, 2001

*Les avocats de Mumia ont lu  
cette lettre à l'adresse du tribunal  
(audience du 17 août)*

# MUMIA: L'ACCUSÉ N'A PAS PU PARLER...

Des milliers de manifestants ont soutenu le journaliste américain condamné à mort. Les autorités judiciaires décideront de l'éventualité d'un nouveau procès dans les prochaines semaines. Page 8

L'HUMANITÉ • LUNDI 20 AOÛT 2001 •



Mumia

Le sort du militant afro-américain est toujours incertain.

# La vérité reste bâillonnée

La «voix des sans voix» n'a pas été autorisée à comparaître devant le tribunal qui doit statuer sur l'ouverture ou non d'un nouveau procès.

DE NOTRE ENVOYÉE SPÉCIALE À PHILADELPHIE.

**S**i la liberté de Mumia Abu-Jamal ne dépendait que de la profondeur de l'engagement de ses supporters et de leur conviction, il y a longtemps que le journaliste afro-américain serait libéré. Tel est le sentiment qui vous assaille, ici, à Philadelphie en cette orageuse journée d'été, alors que sont rassemblés au centre ville quelques milliers de manifestants résolus, venus exprimer leur soutien au condamné à mort. Ces supporters venus de tout le pays et du monde entier savent bien que, dans un bâtiment austère proche de l'hôtel de ville, se joue un épisode capital pour Mumia. Pamela Demby, juge à la « Court of Common Pleas » (l'un des nombreux rouages du circuit judiciaire de l'État de Pennsylvanie) y reçoit, en audience publique, la nouvelle équipe de défense de Mumia Abu-Jamal, venue présenter une requête en appel basée sur des faits nouveaux



En hélicoptère, en bus, en voiture, à vélo ou à pied, les forces de l'ordre étaient omniprésentes.

disculpant l'accusé. Rien moins que la déposition d'un tueur à gages, nommé Arnold Beverly, et qui déclare: «J'ai tiré sur Faulkner en plein visage et à bout portant.» Daniel Faulkner étant ce policier que Mumia aurait tué selon la justice américaine et pour le meurtre duquel il a été condamné à mort.

A l'issue de l'audience, tout le monde reste dans l'expectative. La requête pour un nouveau procès au niveau de l'État de Pennsylvanie n'a été ni acceptée, ni rejetée. Les avocats de Mumia disposent d'environ trois semaines, selon les autorités judiciaires de l'État, pour compléter leur dossier de demande de réouverture du procès. On sait que Mumia joue une sorte de va-tout dans cette affaire (voir *l'Humanité* du 17 août). Ou bien la réouverture d'une procédure, refusée au niveau fédéral, est possible en Pennsylvanie et il peut enfin espérer trouver le moyen de faire la preuve de son innocence, ou bien la requête est rejetée et, dans ce

cas, en vertu de dispositions récentes adoptées par les autorités américaines, l'exécution de la sentence pourrait devenir imminente.

**Environ quarante-huit heures avant cette audience**, la présence et l'intervention de Mumia devant le tribunal semblait effective jusqu'à ce que sa comparution soit officiellement écartée au motif «que les prisons de Pennsylvanie n'avaient pas d'espace pour recevoir le condamné».

Cet argument ne pouvait guère tromper les délégations américaines et internationales venues soutenir la cause de celui qui fut surnommé «la voix des sans voix», pas plus qu'il n'a impressionné l'équipe de défense de Mumia qui nous a déclaré: «Lors de sa dernière comparution à Philadelphie, Mumia a été détenu dans une des prisons de l'État de Pennsylvanie (autre que son lieu actuel de détention, le couloir de la mort de SCI Greene - NDLR) sans que cela pose le moindre problème.»

Une fois de plus, il est clair que l'on

souhaite réduire au silence celui qui, depuis sa condamnation en juillet 1982, n'a cessé de clamer son innocence dans le couloir de la mort. Tout comme on aimerait faire taire ses partisans qui se mobilisent, ici et au niveau international, et dont la vigilance l'a sauvé par deux fois de l'exécution. Simplement parce qu'elle révèle, telle une loupe, les défauts d'un système inique et la barbarie de la peine de mort érigée en épée de Damoclès au-dessus des pauvres et des opposants.

Pour encadrer le rassemblement pacifique des supporters de Mumia, le déploiement policier était impressionnant vendredi. En hélicoptère, en bus, en voiture, à vélo ou à pied, les «forces de l'ordre» étaient omniprésentes et l'ambiance, lourde n'était pas seulement due à la température élevée. En arrivant sur les lieux du rassemblement, une banderole, déployée par des provocateurs en haut des échafaudages de l'hôtel de ville en réfection, clamait: «Fry Mumia» («Grillez Mumia») réponse barbare et primaire aux «Free Mumia» («Libérez Mumia») émanant des manifestants. Mais les participants à cette manifestation autorisée n'ont cédé à aucune provocation, sachant bien que Philadelphie, drôlement baptisée «cité de l'amour fraternel», possède en fait la fâcheuse réputation d'être une terre où sévit une corruption intense et un certain degré de collusion entre élus, policiers et justice. C'est donc dire si la provocation y est une stratégie connue. C'est d'ailleurs ce contexte intensément mafieux qui est dénoncé depuis plusieurs décennies par Mumia. Il permet de comprendre pourquoi tout ce qui peut disculper le condamné doit être enfoui sous une

chape de plomb. Il s'agit de préserver la pérennité de tout un système...

**Lors du rassemblement, de nombreux intervenants (dont Jesse Jackson ou l'acteur Ossie Davis)** ont exprimé leur soutien à Mumia, tout comme l'ont fait des délégués de Porto-Rico, de Corée, de Catalogne, de Belgique, d'Italie, d'Allemagne et de France.

La mobilisation en faveur de Mumia et des autres prisonniers politiques (par exemple, du militant amérindien de l'AIM, Leonard Peltier, emprisonné à vie et victime du même acharnement envers les mouvements revendicatifs) – si remuante, colorée, chaleureuse et fraternelle dans les rues de Philadelphie – exprimait aussi avec véhémence un profond ras-le-bol. Celui des minorités opprimées contre leurs oppresseurs, des exclus contre les possédants, de ceux qui veulent un monde de partage contre ceux qui ne rêvent que d'engloutir une part du gâteau toujours plus grosse. L'Amérique de Bush, où l'on réduit les crédits de santé et d'aide sociale pour construire plus de prisons, où l'éducation n'est ni gratuite ni égalitaire, exacerbe la colère des partisans de Mumia en proportion de l'injustice qu'ils dénoncent ensemble. Mais pour quelle raison les juges successifs, qui ont eu à intervenir dans ce dossier, s'empressent-ils tous d'imposer silence à Mumia? La réponse, bien sûr, réside dans les raisons même de la condamnation à mort. Au terme d'un procès truffé d'irrégularités: ce jeune journaliste noir, ex-Black Panthers, défenseur et ami de Move, dont il dénonça l'écrasement lors de l'assaut donné à leur bâtiment en mars 1978, est décidément trop gênant, trop curieux, trop lucide. Au cours de ses années de jour-

nalisme et toujours aujourd'hui, dans l'isolement de sa cellule, Mumia s'informe, analyse, critique. Il est l'un de ces grains de sable qui peuvent gripper la machine bien huilée du pouvoir de l'argent et de son alliée, la violence. C'est aussi pour cette raison que des femmes et des hommes de bonne volonté de part le monde se reconnaissent en Mumia.

DEE BROOKS

## Des Français à Philadelphie

Le Collectif unitaire national de soutien à Mumia Abu-Jamal a dépêché une délégation à Philadelphie (composée, notamment, de Bernard Birsinger, Julia Wright, Jacky Hortaut, etc.). Bernard Birsinger, maire de Bobigny, fut l'une des personnalités qui ont pris la parole à l'occasion du rassemblement. Il a rappelé la mobilisation française et européenne autour de Mumia et contre la peine de mort. Cette mobilisation, a-t-il souligné, peut et doit être toujours plus importante et l'élu s'est engagé à s'y attacher avec toujours plus d'énergie. Reçu chaleureusement par les militants de la communauté Move, et notamment Pam et Ramona Africa, la délégation a participé aux manifestations et rassemblements, mais aussi à des rencontres et débats (avec deux des avocats de Mumia, mais aussi avec des représentants d'autres groupes de soutien venus de plusieurs pays) et remis des pétitions portant les signatures de plus de 160000 personnes lors de l'audience.

D. B.

## Les témoignages nouveaux qui innocentent Mumia

Deux dépositions, respectivement d'Arnold R. Beverly (datant de juin 1999) et du frère de Mumia, William Cook (en avril 2001), prouveraient l'innocence de Mumia. Si seulement un tribunal voulait les recevoir.

Arnold R. Beverly, tueur à gages au moment des faits, confesse qu'il est l'assassin du policier Daniel Faulkner, sur lequel il y avait un contrat passé avec des flics «ripoux» pour

éliminer ce jeune membre de l'Ordre fraternel de la police qui s'intéressait de trop près au racket instauré par certains de ses collègues. Sa déclaration exonère totalement Mumia de toute responsabilité dans le meurtre.

Le juge fédéral Yohn a rejeté sans autre forme de procès ce témoignage, que corroborent pourtant le contexte et les déclarations de Billy Cook.

# DAILY TIMES

DELAWARE COUNTY'S NEWSPAPER

50¢

Serving Delaware County since 1876

160,100 DAILY READERS\*

Delco-Online: <http://www.delcotimes.com>

# It's Mumia vs. Faulkner



Associated Press

Philadelphia Police officers set up a barricade to control protesters who converged on downtown Philadelphia yesterday.

■ 1,000 supporters of convicted cop killer rally; statement read to judge

Page 3

■ Slain officer's family attends status hearing for Abu-Jamal appeal

Page 3

# Mumia knocks his ban

■ Convicted cop killer wasn't at his new trial hearing. He let it be known he didn't like it.

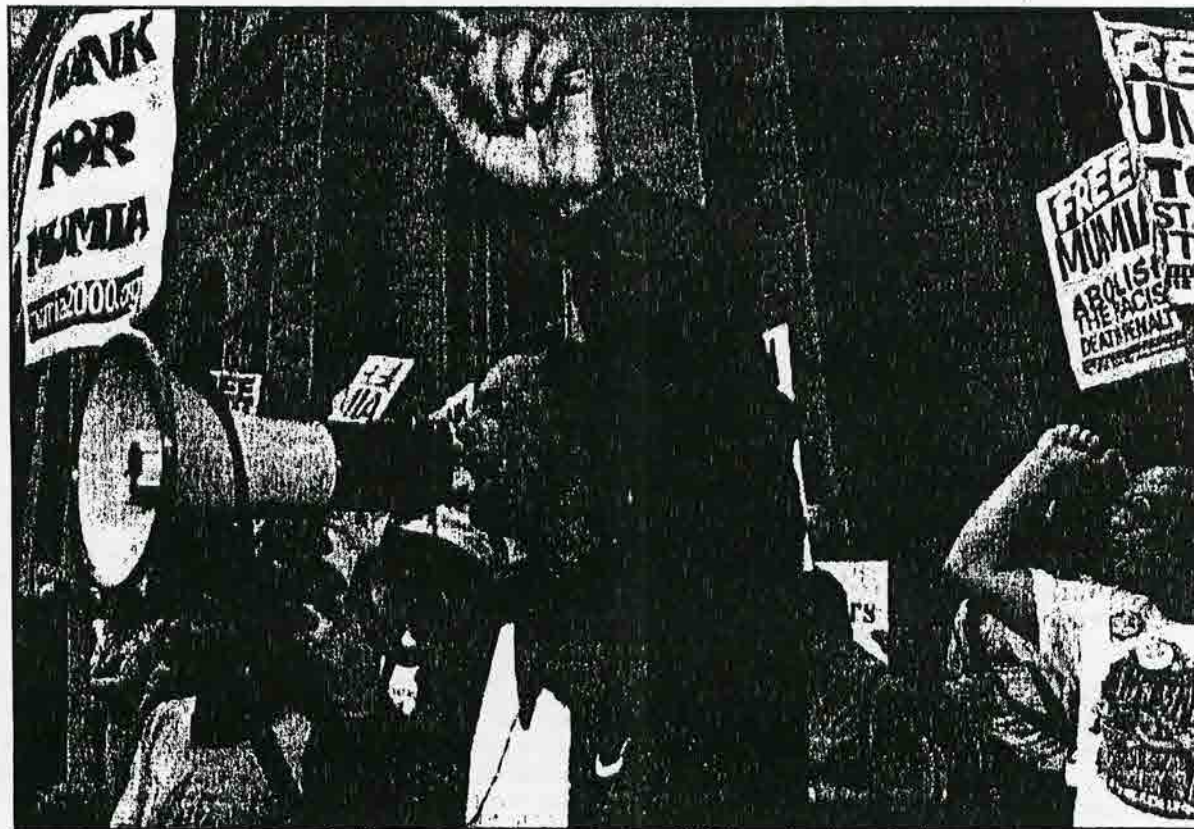
By MICHAEL RUBINKAM  
Of the Associated Press

PHILADELPHIA — As 1,000 of his supporters protested downtown, convicted cop-killer Mumia Abu-Jamal issued a statement yesterday complaining about his former legal team and the decision to bar him from a court hearing where attorneys pursued a last-gasp state appeal.

"Today I am banned from a proceeding in my own name ... without justification," he said in a two-minute statement read to the judge by his attorney Marlene Kamish.

In a tense hearing lasting about 30 minutes, Philadelphia Common Pleas Judge Pamela Dembe refused a request by Abu-Jamal's new attorneys to immediately schedule oral arguments, and directed lawyers for both sides to file briefs on whether she should have jurisdiction over Abu-Jamal's petition for a new trial.

A former Black Panther and radio journalist, Abu-Jamal was sentenced to death for the 1981 shooting death of a Philadelphia police officer. Officer Daniel Faulkner had pulled over Abu-Jamal's brother in an early-morning traffic stop.



Demonstrator Darren Harrison chants as protesters gather outside Philadelphia City Hall yesterday in support of convicted murderer Mumia Abu-Jamal. A hearing on a new trial was held inside the building.

Celebrities, death-penalty opponents and foreign politicians have since rallied to Abu-Jamal's cause, calling him a political prisoner and saying he was railroaded by a racist justice system.

About 1,000 protesters gathered outside the Criminal Justice Center, then blocked city streets while marching around City Hall to the federal courthouse for a sit-in. Faulkner's widow, Maureen,

watched the protesters through a window as they passed by the Philadelphia district attorney's office shouting "No justice, no peace."

"They made the wrong decision in making Mumia Abu-Jamal their poster boy," Faulkner said. "He knows what he did. He tried to portray himself as a martyr and a victim when the true victim was Danny."

Said Faulkner's former partner, Gary Bell: "In this case, there is no gray area. There is absolutely no doubt about his guilt."

The death-row inmate remained in his western Pennsylvania prison cell, barred from attending the hearing by an official who said there was no room for him in the city's crowded jails.



# Faulkner family watches and waits

By JOHN M. ROMAN

*Of the Times Staff*

PHILADELPHIA — A brother of slain Officer Danny Faulkner who attended a hearing here yesterday for his convicted killer said the defense attorneys had 60 days to file an appeal regarding alleged new evidence, but failed to do so.

"It comes down to the defense has three weeks to give reasons why the judge should have jurisdiction over this," said Ken Faulkner of Delaware County.

He attended the status conference before Common Pleas Judge Pamela Dembe with the slain city officer's widow Maureen, now living in California, and his brother Tom's family.

All four of the slain cop's brothers, including Larry and Pat, live in Delaware County.

Daniel Faulkner, of Southwest

Philadelphia, was 25-years-old when he was fatally gunned down by Mumia Abu-Jamal in December 1981.

The 30-minute, court proceeding went off quietly and without any outbursts from Abu-Jamal's supporters despite a demonstration by about 1,000 of his supporters downtown, Faulkner said.

Three defense lawyers appeared on the cop-killer's behalf, but Abu-Jamal wasn't brought from the state prison in Greene County for the brief hearing.

Abu-Jamal's federal appeal has been put on hold while he pursues the state appeal.

Supporters of the former Black Panther and radio journalist and the slain officer were allowed a total of 40 seats each, in addition to 20 seats for the press.

"It was very quiet, the judge gave the rules of the courtroom,

no talking or outbursts," Faulkner said.

"(The Rev.) Jesse Jackson was in the courtroom, he didn't say anything in the courtroom," but did afterwards, he said.

There was "no harassment from either side in the courtroom," he said. Maureen Faulkner will return home this weekend, he said.

Meanwhile, Chris Walter, 47, a lone Faulkner supporter from Sharon Hill, said he was one of only about five pro-Faulkner people outside the Criminal Justice Center.

Ken Faulkner on Thursday said he wasn't going to organize a counter-protest, but seek justice instead by attending the hearing on behalf of his slain brother.

There were "about 500 Mumia supporters when I got there," Walter said. "They were from Canada, North Carolina .... It's a

show, not a protest."

He said he was carrying a sign that stated, "Does Mumia's Morons Rule Our Justice System?"

A woman who had to go to work at City Hall also gave him her sign which said, "Never Forget."

"If you or I had shot someone, exact same deed, exact same evidence, we would already be executed," Walter said.

Walter lauded the city officers for keeping "everything real cool."

The other protesters were carrying huge, professionally made banners — "not like mine," he said.

Permanently handicapped, Walter walks with a cane and said he "was tussled ... they bumped the sign when I would be holding it up."

To contact John M. Roman, e-mail [jroman@delcotimes.com](mailto:jroman@delcotimes.com)

## Supporters, but no Mumia for today's hearing

### Tribune Staff Report

Mumia Abu-Jamal will not be in Philadelphia today for his scheduled hearing before Common Pleas Court Judge Pamela Pryor Dembe. However, a drove of supporters and anti-death penalty advocates will.

A spokeswoman from the judge's office yesterday said a writ to bring the international cause celebre of the anti-death penalty movement to Philadelphia for his highly anticipated first court appearance in four years had been cancelled — leading supporters from the International Concerned Family and Friends of Mumia Abu-Jamal to release a statement saying they were "outraged" at the action.

Commenting on the published reason for the cancellation — that the Philadelphia jail was overcrowded and could not accommodate Abu-Jamal — Tiffany Johnson, treasurer for the organization, said yesterday, "That the court administrator was allowed to get away with that just goes to show the continual, on-going conspiracy in this case, because there was an order to have Mumia come to court."

Of the overcrowded condition, Johnson posed, "Does that mean



Mumia Abu-Jamal

they're not going to lock people up tomorrow?"

Abu-Jamal's appeal before Judge Dembe in the 1982 conviction of Philadelphia police officer Daniel Faulkner is scheduled for 9:30 a.m., in court courtroom 707.

A former award-winning Philadelphia radio journalist, Black Panther, Philadelphia Association of Black Journalists president and the author of "Live from Death Row," Abu-Jamal is now the nation's best-known death row convict, with an arm of support that now extends overseas.

Court of Common Pleas  
(Continued on Page 4-A)

Friday, August 17, 2001

# Mumia to remain at Greene State Prison

(Continued from Page 1-A)

administrator Joseph DiPrimio earlier this week determined that Abu-Jamal could not be moved to Philadelphia for the trial, due to overcrowding in the Philadelphia jail.

Despite several calls, DiPrimio could not be reached for comment yesterday.

Pam Africa, MOVE member and president of International Concerned Family and Friends for Mumia Abu-Jamal, said on Wednesday a delegation of 18 political diplomats were on their way from France for the hearing along with busloads of supporters and activists from around the country.

Africa said regardless of the judge's decision, a march will be

held immediately following the hearing, down Market Street from City Hall to the federal building to protest the actions of Federal District Judge William H. Yohn.

She added that several high profile people will be organized at a rally outside of the Criminal Justice Center, including actor/activist Ossie Davis, author Sonya Sanchez, Rubin 'Hurricane' Carter, human rights activist Dick Gregory, rap stars Mos Def and Talib Kweli, and Sam Jordan, formerly of Amnesty International.

The group's Web site reads that a "national fax and phone blitz campaign is being launched to demand that Mumia's constitutional rights not be violated once again!" It lists phone and fax numbers for DiPrimio and Mayor

Street.

Africa said the city has approved a permit to hold an encampment for Abu-Jamal from 8 a.m. to 8 p.m. today.

Meanwhile, local police yesterday were also distributing fliers to mobilize for Abu-Jamal's hearing.

Police Officer Daniel Faulkner, who was 25, was shot at close range in the face shortly after pulling over Abu-Jamal's brother in a December 1981 traffic stop. Abu-Jamal, then a cab driver, was lying nearby, wounded by a bullet from Faulkner's gun. Abu-Jamal's gun, with five spent shells, was also found. However, some reports say Abu-Jamal's .38 was never decisively linked to Faulkner's wounds.

Abu-Jamal was convicted of murder by a jury in 1982 and has spent the remainder of his life on death row fighting for a new trial. He recently hired a new legal team, consisting of Marlene Kamish and Eliot Grossman. In a signed affidavit in 1999, a man named Arnold Beverly took responsibility for Faulkner's death, saying, "I was hired, along with another guy, and paid to shoot and kill Faulkner."

However, Federal District Court Judge William H. Yohn refused to allow Beverly's testimony to be added to the official record. Abu-Jamal's attorneys filed a motion to have the testimony reconsidered, which the judge granted.

Judge Dembe on July 27 issued her writ to have Jamal appear today, but more controversy

erupted earlier this week when court administrator Joseph J. DiPrimio and other officials stated that Jamal would remain at Greene State Prison, near Pittsburgh, because there is not enough room to hold Jamal because of overcrowding in Philadelphia's prisons.

A source said Abu-Jamal's attorneys filed a motion on Wednesday to hold those officials in contempt of court, but Judge Dembe refused.

Abu-Jamal Supporters plan to gather at the east side of City Hall, at Broad and Market streets at 9 a.m. today. Later, there will be a hip-hop show at 1515 Cherry Street and tomorrow, a massive march around the city is planned.

*Reported by Darren Williams*

# Convicted killer Napoleon Beazley wins reprieve

By Michael Graczyk

HUNTSVILLE, Texas — Less than four hours from death, convicted killer Napoleon Beazley was writing a letter in a tiny cell within sight of the death chamber when a prison chaplain told him he had won a reprieve.

Beazley smiled and gave himself time to let the moment sink in.

"I want to comprehend this," prison officials said the 25-year-old inmate told them Wednesday after a state appeals court delayed his punishment indefinitely.

Beazley was 17 when he killed John Luttig, the father of a federal judge who has ties to three U.S. Supreme Court justices. The case has divided the Supreme Court and renewed criticism of states that apply the death penalty to teenagers.

The Texas Court of Criminal Appeals granted Beazley a stay after receiving a 10-claim, 136-page appeal from his lawyers.

"I am grateful that this happened. It was absolutely the right thing to happen," said Beazley's attorney, Walter Long. "But, it is an ongoing battle and tomorrow is a new day and a new battle."

The lead prosecutor vowed to continue the fight to carry out the punishment.

"We still hold the execution is proper and the just sentence in this case and we will continue to seek and strive to see the imposition of this sentence," said District Attorney Jack Skeen, who prosecuted Beazley.

Gov. Rick Perry, who also could



Napoleon Beazley

have halted the punishment with a one-time 30-day reprieve, said he was comfortable with the Texas law that allows the death penalty for 17-year-old capital murderers but declined to comment on the reprieve.

"It's still before the courts and the issue might come up before the governor again," spokesman Gene Acuna said.

In an unusual move on Wednesday, Judge Cynthia Kent, the trial judge in Beazley's case, sent Perry a letter asking him to commute Beazley's sentence because of his age. Prosecutor Jack Skeen Jr. called the judge's letter inappropriate and said he would encourage Perry to reject the request.

Beazley still has before the U.S. Supreme Court an appeal seeking a broader review of his case, including whether the Constitution bars executing people who were under 18 when they committed their

crimes. In a 1989 ruling on a case from Kentucky, the high court said death sentences for defendants as young as 16 were constitutional.

Beazley was a football star at Grapeland High and the senior class president when he shot to death Luttig, 63, during a botched carjacking in front of the man's house in 1994.

Beazley never denied the crime but he and his attorneys argued his lack of criminal past and his youth should spare him from the death chamber.

The case put the U.S. Supreme Court in an unusual position. The victim's son, Judge J. Michael Luttig of the 4th U.S. Circuit Court of Appeals in Richmond, Va., clerked for Justice Antonin Scalia and advised Clarence Thomas and David Souter during their confirmation hearings.

The three justices did not participate earlier this week when the court refused to halt the execution in a 3-3 vote.

Death penalty opponents from around the world have flooded prosecutors and Texas officials with letters and cards protesting the execution. The governor, however, has refused to halt any of the 11 other executions in Texas since he took office last year.

"This stay gives the Texas authorities and the courts some breathing space to reconsider the case and come to the realization that Napoleon Beazley's execution should never be carried out," said Sue Gunawardena-Vaughn, director of Amnesty International USA's Program to Abolish the Death Penalty. — (AP)

Conflicted killer Napolean  
Beazley wins reprieve

PHILADELPHIA

DAILY

NEWS

THE PEOPLE PAPER

# Mumia supporters hold court

## Minor hearing causes major turnout as attorneys make their points

By **THERESA CONROY**  
conroyt@phillynews.com

Common Pleas Judge Pamela Pryor Dembe's courtroom was crowded — the Rev. Jesse Jackson was in the second row, Police Officer Daniel Faulkner's widow, Maureen, sat across the aisle, reporters were squished together up front.

Mumia Abu-Jamal's supporters and police officers filled opposite sides of the middle seats.

The hearing yesterday on Abu-Jamal's new state court appeal to reopen his murder case could have been a routine affair, just like the dozens of post-conviction relief act hearings held daily at the Criminal Justice Center.

The purpose of the status hearing was to determine how attorneys will proceed in settling the question of whether Abu-Jamal's petition was filed in time.

A post-conviction hearing process usually is completed quickly, with a prosecutor and a defense attorney — date books in hand — scheduling future hearings and due dates for briefs.

But this has never been a usual case.



Photos: IIM MacMILLAN/Daily News

As attorneys sought rulings in favor of Mumia Abu-Jamal, Officer Daniel Faulkner's widow, Maureen (above), watched pro-Mumia protesters, among them activist Jesse Jackson (below).

Abu-Jamal, a former Black Panther and radio journalist, is on death row for the 1981 shooting death of Faulkner, who had pulled over Abu-Jamal's brother in an early-morning traffic stop at 13th and Locust streets.

Now, nearly two decades after his conviction, Abu-Jamal's state court appeals have run out. He was seeking a federal appeal to reverse his conviction and death sentence when his attorneys filed this unusual petition attempting to make another go of it in state court.

The new evidence in the case is a confession to Faulkner's murder by Arnold Beverly, who in a 1999 affidavit claimed he had been hired by the mob to kill Faulkner because the 25-year-old officer had interfered with mob payoffs to police.

Abu-Jamal's former lawyers, who were fired in May after one published a book about the case, thought the confession was not believable, and a federal judge

last month refused to order Beverly to testify on Abu-Jamal's behalf.

Abu-Jamal's new attorneys — one from Philadelphia, one from Los Angeles, one from Chicago and one from Great Britain — contend that this is enough to free an "innocent man" from death row.

Philadelphia Assistant District Attorney Hugh Burns maintained that this legal maneuver has come too late, well after the 60-day limit for acting on new information. Burns said Abu-Jamal has known about Beverly's confession for at least two years.

If Dembe agrees with the prosecution, it will mean the case will move to the appellate court.

Dembe gave Abu-Jamal's attorneys three weeks to file a brief and then gave the prosecutor an additional two weeks — until Sept. 21 — to file its

*Continued on Next Page*

---

PHILADELPHIA DAILY NEWS

---

*Continued from Preceding Page*

response.

That pretty much took care of the business before the court — until Abu-Jamal's L.A. attorney, Eliot Grossman, made a speech.

He began by complaining that Abu-Jamal had not been brought from a Western Pennsylvania prison to attend the hearing. The defense attorneys said Abu-Jamal had been barred from attending by a "court administrator."

The defense attorney from Chicago, Marlene Kamish, said in an interview that defendants have a right to attend every hearing concerning their case.

"He belongs here," she said.

Burns and Philadelphia Dis-

trict Attorney Lynne Abraham said after the hearing that defendants rarely attend such hearings.

Grossman also tried unsuccessfully to get Dembe to schedule oral arguments in the case.

Shortly after the 30-minute hearing, Grossman walked to a microphone outside the justice center to tell Abu-Jamal supporters what had happened in court.

His description of the court proceedings — peppered with words like "bull—" and "p—" and "jive a—" — rallied and angered the crowd.

"The judge told us that she thinks the prosecutor and the DA might have a good point," Grossman told the crowd.

What Dembe said in court was, "There is a serious question as to whether or not this petition was timely filed."

Grossman later explained that he was not relaying Dembe's actual words, but "my interpretation ... translated into an everyday person's language."

Grossman also told the crowd that Dembe was violating their rights by trying to keep the media and public from seeing Abu-Jamal's file. Those who want to see the filings must first seek the judge's permission, he said.

What he didn't say was that his own request to seal Abu-Jamal's witness list prompted the judge's action. ★

# 'Our will is justice for Mumia'

## Protest mixes well-known, well-intentioned

By **RON GOLDWYN**  
goldwyr@phillynews.com

The stars came out for Mumia Abu-Jamal yesterday.

So did world travelers, black nationalists, Indian and Palestinian activists, a group called Lesbian Avengers, and New Yorkers by the busload.

The largest local "Free Mumia" demonstration in years roamed across Center City for six traffic-choking hours. The serial rallies were both contentious and peaceful, serious and colorful.

"It always feels good to be out in the street," said Anne Lamb of the New York City Coalition to Free Mumia as she boxed up signs for the trip home.

Pam Africa, an organizer, estimated the turnout at "over 2,000" including 15 buses from New York. Police didn't dispute the figures and said there were no arrests or vandalism.

"We sent out a loud, clear message," Africa said. "Our plan was to bring people in from outside the United States to observe what's going on here."

The demonstration coincided with a status hearing on Abu-Jamal's case at the Criminal Justice Center, Juniper and Filbert streets.



JIM MacMILLAN/Daily News

Josh Block, 20, a North Philadelphia resident who attends New York University, said, "Whenever young people participate in something like this, adults often say, 'You don't know what you're talking about.'"

"But we do. We care. And for me, Mumia is an inspiration. Even though he's in jail, he talks about the real issues that affect all of us."

The Rev. Jesse Jackson, after the hearing, led chants of "Free Mumia! Stop state killing. Choose life. Choose hope." He mixed pro-Mumia comments with a broader attack on the death penalty. Abu-Jamal was sentenced to be executed after he was convicted of killing a Philadelphia police officer.

"Jesus was killed as an act of capital punishment," Jackson said. "It was wrong to kill the inno-

Some wore masks, and some wore contempt on the faces. But protesters near City Hall yesterday were united in support of Mumia Abu-Jamal.



cent 2,000 years ago. It is wrong to kill the innocent in Philadelphia today."

Poet Sonia Sanchez urged supporters to "talk to everybody about Mumia." Dick Gregory, activist and comedian, offered suggestions, including daily prayer for "the truth" and "a worldwide boycott of Hershey chocolates ... mess with the money."

Actor Ossie Davis said, "I am here because the people are here ... It is up to us to make sure the courts know that our will is justice for Mumia Abu-Jamal."

Speakers came from Spain, France, South Korea and Belgium, including Bernard Birsinger, mayor of Bobigny, a village outside Paris.

"The picture of Mumia Abu-Jamal is on all the walls of our city," Birsinger said in French, which another speaker translated. "We will not stop."

Some construction workers and others showed their displeasure with thumbs-down gestures.

A worker on City Hall scaffolding hung a "Fry Mumia" sign. The crowd chanted "Take it down!" and Police Capt. William Fisher of civil affairs agreed, sending word aloft that it was inappropriate

ate on a city building.

Later, along Market East, workers on the Loew's Philadelphia Hotel at 12th Street called down and did some crotch grabbing.

Pam Africa stopped the parade and berated the men as "white trash" and "m---f---," using the obscenity about two dozen times.

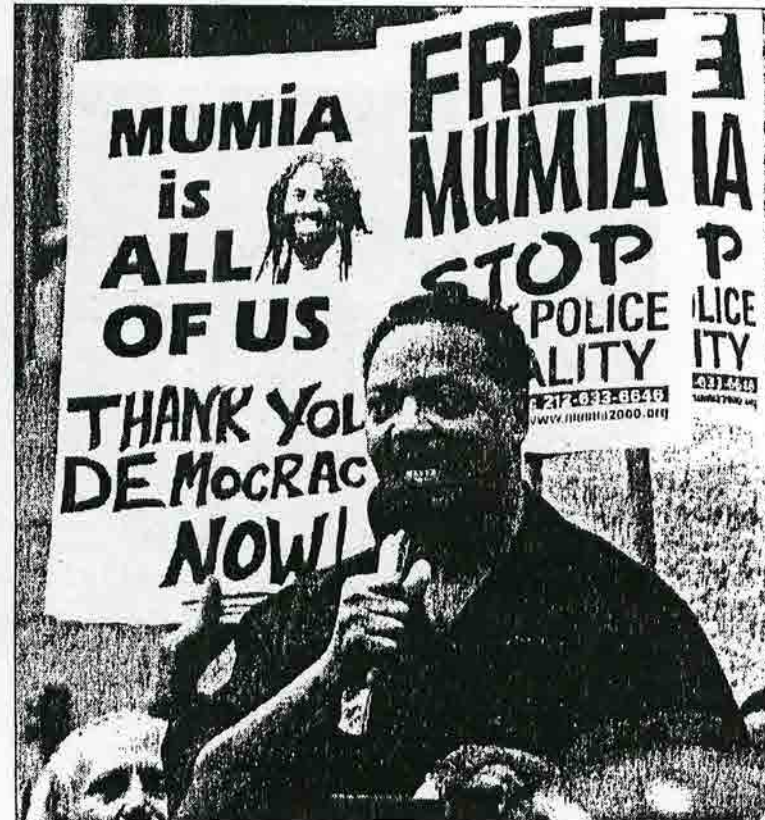
Outside the U.S. Courthouse near 7th Street, girls skipped double-dutch jump rope as speakers denounced U.S. District Judge William H. Yohn. Yohn last month refused to order testimony from a man Mumia's new lawyers say has confessed to the killing.

A contingent of Indians, their banner tied to lacrosse sticks, sang and drummed to applause.

"Two-fer" signs read "Free Mumia and Palestine" and linked his cause to ending test bombing at Vieques in Puerto Rico. One group paraded a cardboard tank.

Several demonstrators dressed in camouflage and covered their faces. One even tried to smoke a cigarette by lifting but not removing his handkerchief. ★

*Staff writers Jose Antonio Vargas and Theresa Conroy contributed to this report.*



**PLUS LOIN QUE LES FAITS**

---

**Mumia**

**Audience cruciale à Philadelphie pour le militant noir américain isolé depuis vingt ans dans le couloir de la mort.**

# **DÉFI POUR SORTIR DE L'ENFER**

---

L'HUMANITÉ . VENDREDI 17 AOÛT 2001

## Éditorial

# En toute justice...

PAR PATRICK APEL-MULLER

**S**on nom est devenu un symbole. Le résumé d'une certaine Amérique, celle du conservatisme au front bas, qui ne s'embarrasse pas de morale pour se débarrasser de contestataires, d'un système judiciaire devant lesquels Noirs et Blancs ne sont pas égaux, d'une société où des hommes politiques jurent sur la Bible et font bon marché du « Tu ne tueras point ». Mumia Abu-Jamal en aura connu toutes les étapes, celles d'un chemin de croix : un procès bâclé, des témoignages sollicités, les policiers d'extrême droite de Philadelphie mobilisés pour une mise à mort et l'insupportable attente dans le couloir des condamnés.

Derrière l'image du poster mesure-t-on le calvaire d'un homme qui ne sait pas s'il verra le jour se lever le lendemain ? Il y a résisté, déjouant les risques de la déchéance et de la folie, assumant son combat, ne renonçant à rien de ce qu'il avait pensé, malgré les pressions les plus odieuses comme celle qui lui a interdit dix ans durant de rencontrer sa fille. Ces vingt années d'enfer auraient pu le briser. Il est debout.

Aujourd'hui enfin, la justice américaine accepte de réexaminer l'affaire. C'est déjà un succès pour les centaines de milliers de personnes qui, dans le monde, le réclamaient, pour qui il incarne le combat contre la peine de mort. Il y a fallu du temps et de l'énergie. Il en faudra encore pour que ce journaliste,

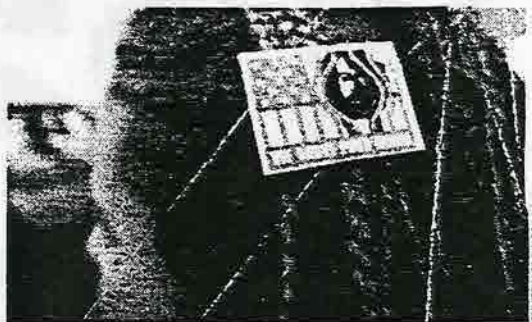
« la voix des sans-voix » l'appelait-on, recouvre sa liberté. En 1982, il avait été exclu et interdit de parole lors de son procès. En 1997, on lui avait interdit d'être présent lors d'une audience. En 2001, les autorités pénitentiaires de Philadelphie font encore plus hypocrite pour le réduire au silence : dans le pays le plus carcéral du monde, elles seraient incapables de trouver une cellule pour Mumia Abu-Jamal ! Encore une fois, c'est hors de sa présence que se jouera sa vie ou sa mort. En toute justice...

Ce n'est, en tout cas, pas du côté du « conservatisme compassionnel » de l'administration américaine qu'on peut espérer. N'est-ce pas Bush père qui nomma le

juge qui s'est acharné à faire du procès une parodie ? Quant à son fils, le nouveau président, ne détient-il pas au Texas le sinistre record des exécutions capitales ? Il aura fallu bien des protestations, celle d'une autre Amérique, plus généreuse, pour que celui-ci renonce à faire tuer un condamné mineur au moment des faits. Pour autant, le sinistre compte à rebours s'égrène toujours dans chaque cellule du long couloir de la mort.

Si l'opinion américaine reste favorable à la chaise électrique – ou, plus moderne, l'injection fatale –, le consensus s'effrite. Trop d'erreurs judiciaires, trop d'inégalités de traitement face à la loi selon la couleur de sa peau ont troublé des consciences. Même si Bush junior manifeste une exceptionnelle surdité au monde, la force du mouvement pour l'abolition de la peine de mort a franchi l'Atlantique.

C'est dire encore que Mumia Abu-Jamal peut d'abord compter sur nous, sur tous ceux qui ne se résignent pas devant les jugements faits d'avance et l'assassinat institutionnel, pour échapper à la longue nuit qui lui est depuis si longtemps destinée.



**Mumia  
Abu-Jamal  
peut  
d'abord  
compter sur  
tous ceux  
qui ne se  
résignent  
pas devant  
les  
jugements  
faits  
d'avance et  
l'assassinat  
institutionnel.**

L' HUMANITÉ

VENDREDI 17 AOÛT 2001

**Mumia Abu-Jamal a choisi de faire appel pour proclamer son innocence en dépit des risques, car un rejet de sa requête équivaudrait quasiment à un arrêté d'exécution. Son droit à la justice est sa vie.**

**V**ingt ans! Le 3 juillet dernier, Mumia Abu-Jamal a entamé sa vingtième année d'isolement dans le couloir de la mort de la prison SCI Greene dans les Appalaches au fin fond de la Pennsylvanie. Il n'en sortira pas ce vendredi 17 août pour l'audience de la cour de justice de Philadelphie présidée par la juge d'État (élue) du nom de Dembe. Le prétexte officiel de ne pas transférer Mumia est le manque de place au pénitencier de Philadelphie! Pourtant la procédure judiciaire qui se tient aujourd'hui est capitale pour l'avenir de «la Voix des sans-voix», condamné à mort en 1982 à la suite d'un procès truqué. Elle est tout à fait inusuelle et inattendue, et représente un nouveau recours juridique devant une cour d'État (et non plus devant un juge fédéral). La démarche a été enclenchée par Mumia lui-même qui, il y a quelques mois, a enfin révélé les circonstances dans lesquelles il avait été pris dans le piège tendu par la police, dans la nuit du 8 au 9 décembre 1981 à Philadelphie, lors d'une fusillade dans laquelle il avait été grièvement blessé et qui a coûté la vie à un policier blanc, Daniel Faulkner.

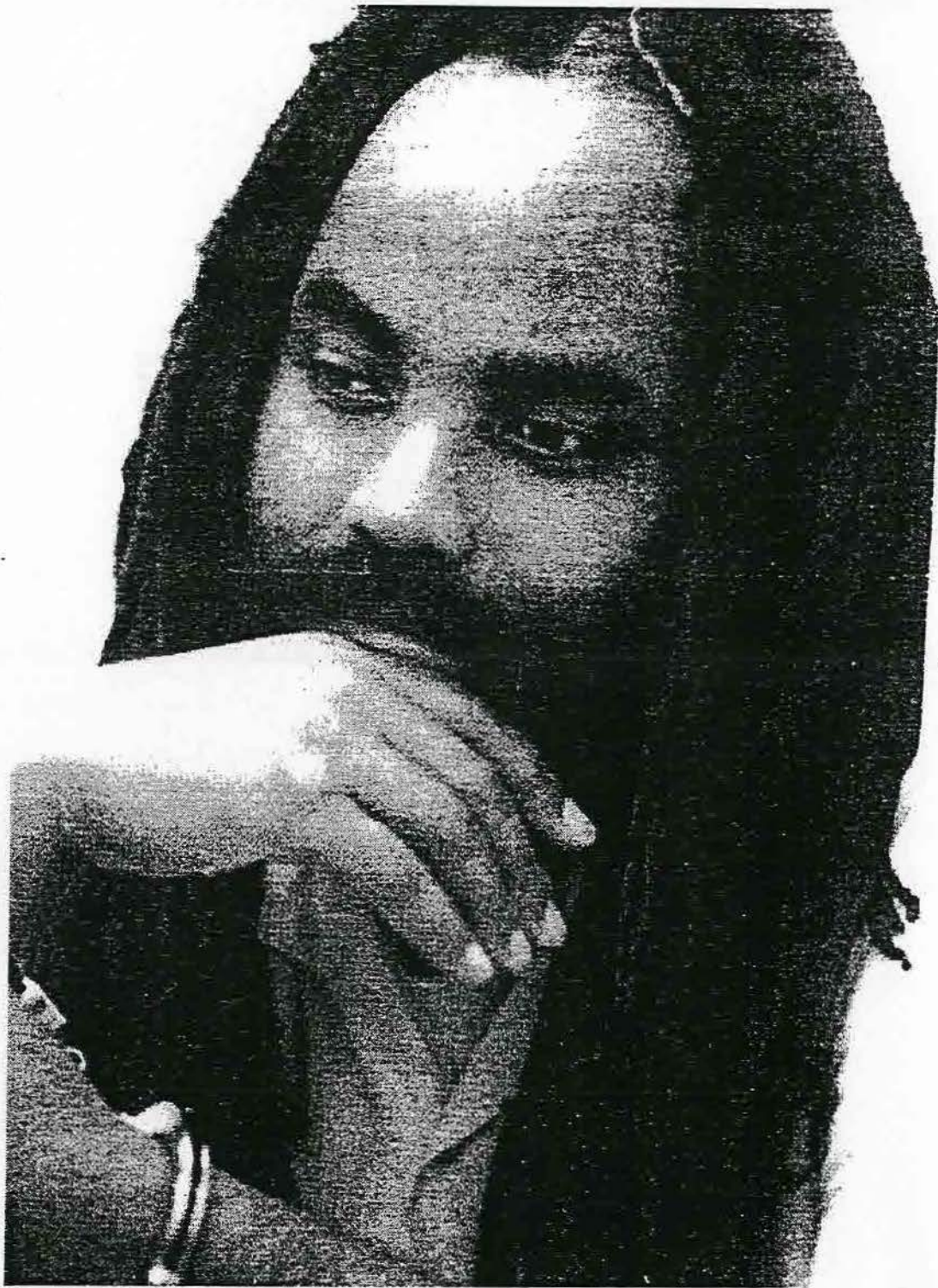
**Afin de « reprendre l'initiative », Mumia a décidé de remplacer ses défenseurs, dirigés jusqu'alors par M<sup>e</sup> Leonard Weinglass, par une nouvelle équipe présidée par une avocate de Chicago, M<sup>e</sup> Marlene Karmish. Les nouveaux avocats ont rendu publiques, le 4 mai, cinq déclarations sous serment, dont celle de Mumia à laquelle s'ajoute le témoignage de son frère, William Cook, celui d'un informateur du FBI (la police fédérale américaine) chargé d'enquêter secrètement sur la corruption de la police de Philadelphie, ainsi que celui d'un journaliste du *Philadelphia Tribune* révélant que, arrivé sur les lieux à peine deux heures après la fusillade, il a constaté l'absence totale de policiers, inspecteurs ou autres spécialistes de police scientifique.**

L'accusation a toujours affirmé que quatre témoins ont vu Mumia tirer. Or la balle qui a tué le policier était de calibre 45 alors que Mumia possédait une arme – légalement, en sa qualité de chauffeur de taxi de

nuit – de calibre 38. En fait de témoins visuels, tous ceux que les avocats ont pu retrouver sont revenus sur leur témoignage extorqué par le chantage policier. Plusieurs d'entre eux affirment aujourd'hui avoir vu un homme s'enfuir en courant tout de suite après la fusillade. Était-ce le tireur? Toujours selon les témoins, un quatrième protagoniste se trouvait sur les lieux. Il n'a jamais été cité lors du procès de 1982.

Un cinquième document présenté par la défense concerne une déclaration sous serment faite le 8 juin 1999 par un certain Arnold Beverly. Aveux particulièrement troublants: ce personnage affirme avoir été chargé d'assassiner le policier Faulk-

ner par des policiers et des truands locaux qui avaient décidé de le liquider parce qu'il risquait de révéler leurs forfaits. Il avoue avoir lui-



L' H U M A N I T É

V E N D R E D I 1 7 A O Û T 2 0 0 1

même tué Daniel Faulkner avec une arme fournie par la police.

**Ces nouveaux documents et surtout les aveux de Beverly** ont été soumis au juge fédéral Yohn (un magistrat qui avait été nommé par George Bush père). Le 19 juillet, ce dernier faisait savoir qu'il rejetait l'étude de la déposition de Beverly, affirmant qu'il y avait prescription. Mais dès le 16 juillet, prévoyant la fin de non-recevoir du juge, la nouvelle équipe de la défense s'est tournée vers la cour d'État de Pennsylvanie avec les nouveaux éléments, témoignages et aveux. C'est l'ensemble de cette requête qui doit être examiné aujourd'hui à l'audience de Philadelphie et toutes les possibilités sont

## Manifestation à Paris

Le Collectif unitaire national de soutien à Mumia Abu-Jamal organise aujourd'hui une journée de mobilisation et d'intervention à l'occasion de la nouvelle audience du procès. Convoqué à 18 heures, le rassemblement aura lieu place de l'Opéra à Paris.

envisageables. Soit la juge rejette les témoignages soit elle les estime recevables. L'hypothèse d'un nouveau procès ne serait pas alors à exclure. Cette nouvelle procédure d'appel est complexe. À la fois résultat d'une mobilisation de l'opinion internationale en faveur de Mumia elle est aussi lourde de conséquence. Car l'ampleur de l'enjeu du cas Mumia pour les autorités américaines laisse craindre, selon son entourage, quelques machinations possibles s'inscrivant en droite ligne dans les méthodes particulièrement perverses employées par la police et la justice américaines pour « prouver » la culpabilité d'un suspect. Notamment par le biais des aveux de Beverly. Quelles sont les raisons qui ont conduit cet individu à faire une telle déclaration, dix-huit ans après les faits, sachant qu'il signait ainsi sa condamnation à mort? Ne risque-t-on pas de voir Beverly se rétracter devant le juge afin de frapper de suspicion l'ensemble des autres témoignages, que le magistrat de Philadelphie pourrait alors rejeter? Suspicion qui servirait de prétexte au juge fédéral Yohn pour clore définitivement le dossier ayant abouti à la condamnation à mort prononcée par le juge Sabo, un ancien policier de Philadelphie, membre de l'organisation d'extrême droite mafieuse l'Ordre fraternel de la police. Et, dans ce cas, la loi « pour l'application effective de la peine de mort », approuvée par Bill Clinton en 1996, l'autorise à interdire tout autre recours. Ce qui équivaldrait à un arrêté d'exécution de Mumia.

L'audience de ce vendredi est cruciale. En choisissant, avec un grand courage, de mettre en jeu sa vie pour arracher son droit à la justice, Mumia fait appel à nous tous. Une délégation du Collectif unitaire national de soutien à Mumia Abu-Jamal, créé en 1995 et qui réunit plus de 60 comités, confédérations, associations, partis et syndicats, dont le PCT, sera présente à cette audience. Et une manifestation de soutien se déroulera à Paris à l'heure où outre-Atlantique Mumia mènera son combat pour prouver son innocence. Plus que jamais, ce défi est plus qu'un symbole. Il concerne le journaliste bien sûr mais aussi les trois mille sept cents Américains à la merci de leurs bourreaux, qui n'attendent qu'un signe pour mettre en route l'insupportable cérémonial de la mise à mort « légale ». « Pour ces hommes et ces femmes, l'exécution elle-même apparaît comme un fait accompli, une pure formalité déjà réalisée dans leur esprit, à laquelle l'État va mettre un terme en les mettant à mort une seconde fois », a écrit Mumia.

**DOMINIQUE BARI**

L' H U M A N I T É

V E N D R E D I 1 7 A O Û T 2 0 0 1

# « La Voix des sans-voix » s'insurge

**D**ès l'adolescence, Mumia Abu-Jamal a été un fervent militant des Black Panthers (groupe combattant pour le respect des droits des Noirs américains). Il a fait ses débuts dans le journalisme en participant à la rédaction du journal du mouvement puis il a commencé une carrière de reporter radiophonique. Au fil du temps, il s'est positionné comme grand défenseur des droits de la communauté noire en Pennsylvanie, s'insurgeant contre la discrimination et la corruption policière. **La population apprécie son franc-parler** et le surnomme « la Voix des sans-voix ». Une aura qui commence à gêner fortement tous ceux qui se complaisent dans ce système raciste et inégalitaire. Un complot s'organise alors pour l'évincer et mettre fin à ses investigations de journaliste engagé. Première étape du processus : il est licencié de la station de radio qui l'employait parce que jugé « trop militant ». Mumia devient alors chauffeur de taxi pour subvenir à ses besoins et à ceux de sa famille, sans toutefois se détacher de sa raison d'être : l'information et la vérité. Le 9 décembre 1981, l'occasion de « lui clouer le bec » se présente lorsqu'il assiste, par hasard, au passage à tabac de son frère, William Cook, par un policier blanc, Daniel Faulkner. Il descend de voiture pour lui porter secours lorsqu'il se retrouve pris au milieu d'une étrange fusillade. L'agent est mortellement touché à la tête et Mumia grièvement blessé aux poumons. La police met une heure à le transporter à l'hôpital. Dès qu'il reprend connaissance, il est accusé de meurtre. Le procès qui suit est une vraie mascarade, truqué et inéquitable. Ses avocats, commis d'office, ont reçu des menaces de mort pour ne pas trouver le véritable criminel. Plusieurs témoins sont intimidés. Mumia n'a jamais pu témoigner et relater sa version des faits. Le juge avait été désigné par George Bush père... Le verdict tombe : Mumia est condamné à mort. Le temps passe. Il souffre de son isolement car tout contact avec sa famille lui est interdit. « Leur objectif ultime est d'affaiblir – et finalement de rompre – les liens familiaux », dénonce-t-il. Ainsi n'a-t-il été autorisé à voir sa fille aînée que dix ans après son

incarcération. Il déplore le fait de ne pas pouvoir connaître ses petits enfants.

En dépit de ces conditions difficiles, Mumia poursuit son combat derrière les barreaux pour faire éclater la vérité. Il multiplie les initiatives pour ne pas se laisser réduire au silence. En 1992, il enregistre une série de textes destinés à la diffusion sur les ondes de la radio d'État américaine où il critique notamment l'hypocrisie des hommes politiques. En 1995, il publie un livre, *Live from Death Row*, dans lequel il relate la vie et l'attente dans le couloir de la mort. Cette année, l'ouvrage *Condamné au silence*, recueillant les textes destinés à la radio d'État, paraît en France et rend compte de l'« autre Amérique », celle des laissés-pour-compte, des exclus du système. Il y déplore la décadence de l'Amérique et satirise le cliché du rêve américain. Récemment, il a livré ses sentiments à propos de la mort du premier martyr du G8, Carlo Giuliani, et il a condamné les violences lors du sommet ainsi que la répression subie par les manifestants : « Pour s'être opposé, écrit-il, à la domination capitaliste, pour s'être opposé à l'empire des grandes fortunes, Carlo Giuliani a été descendu par les tueurs à gages du grand capital. Et comme si cela ne suffisait pas, un fourgon de police a roulé sur son corps inanimé et blessé. » De tels événements lui rappellent que son combat est celui de tous les opprimés et qu'il se doit de ne jamais perdre de vue que sa souffrance n'est pas unique.

**Par deux fois, la mobilisation internationale a débouché** sur un ajournement de l'exécution du journaliste, en 1995 et en 1999. Réagissant à ces multiples marques de soutien, il se décrit comme « submergé par les vagues, les flots d'affection, d'amour qui se sont levés tant au niveau national qu'international ». Il existe des initiatives de soutien dans une vingtaine de pays. En France, le Collectif unitaire national de soutien à Mumia Abu-Jamal organise, tous les mercredis depuis deux ans, un rassemblement devant le consulat américain. Il regroupe une soixantaine de syndicats, associations, partis et organisations.

**HABIBOU BANGRÉ**



Manifestation du 11 mars dernier à Paris pour demander la libération de Mumia Abu-Jamal.

## Mumia, persona non grata à Philadelphie?

**A**lors que Mumia devait être entendu par la cour d'État, présidée par la juge Dembe, le ministère public et les autorités pénitentiaires de Pennsylvanie ont fait savoir qu'ils ne seraient pas en capacité de faire comparaître Mumia Abu-Jamal en personne. Les raisons invoquées sont la surpopulation dans les prisons de Philadelphie, et l'impossibilité pour les autorités pénitentiaires de fournir une cellule au condamné à mort le plus célèbre des États-Unis. Cette nouvelle, tombée hier matin alors

que la délégation française s'apprêtait à partir, est une nouvelle atteinte aux droits de Mumia, qui ne pourrait donc pas s'exprimer devant ses juges. La délégation française a décidé de faire savoir son indignation dès son arrivée à Philadelphie. Rappelons que Mumia Abu-Jamal avait été expulsé durant la majeure partie de son procès en 1982, et qu'en 1997 encore on lui avait interdit d'être présent lors d'une audience. Qu'a-t-il de si dangereux à dire qu'on le force au silence?

L'HUMANITÉ

VENDREDI 17 AOÛT 2001

# Bernard Birsinger: «Mumia est en grand danger!»

**L**e député (PCF) de Seine-Saint-Denis et maire de Bobigny, Bernard Birsinger, fait partie de la délégation française qui s'est rendue à Philadelphie pour assister à l'audience de Mumia Abu-Jamal. Nous l'avons rencontré avant son départ.

**Que peut-on attendre de la nouvelle audience de Mumia Abu-Jamal?**

**Bernard Birsinger.** Il est difficile de le dire à l'avance tant cette nouvelle audience devant la cour d'État de Pennsylvanie est inattendue – et pour tout dire assez inhabituelle, semble-t-il. L'audience va, en fait, porter sur la recevabilité des nouveaux appels formulés par l'équipe de défense de Mumia Abu-Jamal, qui a rendu public, en avril dernier, un nouveau témoignage accréditant la thèse de la présence d'un « troisième homme » sur les lieux du crime.

**Il y a donc lieu d'être optimiste?**

**Bernard Birsinger.** Je pense que cette audience est incontestablement un point d'appui, qu'il faut mettre à l'actif de la mobilisation et de l'internationalisation de la situation de Mumia Abu-Jamal: il est devenu, aujourd'hui, la figure symbolique de la lutte pour la justice et l'abolition universelle de la peine de mort. Cette audience va-t-elle permettre à Mumia Abu-Jamal de sortir du couloir de la mort et de s'exprimer pour la première fois depuis 1995?

Il faut, malgré tout, se garder de tout triomphalisme: Mumia est en grand danger! La détermination de tous ceux qui veulent voir disparaître « la Voix des sans-voix » – une « autre voix de l'Amérique » – n'a pas faibli et l'attitude de la justice de Pennsylvanie – qui n'a jamais fait preuve d'impartialité dans cette affaire, c'est le moins que l'on puisse dire – ne nous incite pas vraiment à l'optimisme. En fait, je reste persuadé que c'est la mobilisation qui va rester déterminante pour sauver Mumia Abu-Jamal, tout comme elle a été déterminante pour obtenir l'annulation de l'exécution de Napoleon Beazley, suite à de très nombreuses interventions internationales.

**Vous allez assister à cette audience. Pourquoi?**

**Bernard Birsinger.** Justement pour maintenir cette pression internationale en faveur de Mumia Abu-Jamal et contre la peine de mort. À Bobigny, nous avons adopté Mumia en le nommant citoyen d'honneur et la municipalité s'est engagée à agir dans ce sens: mon voyage est donc tout naturel. Je serai d'ailleurs accompagné par une importante délégation française, composée de membres du collectif unitaire de soutien à Mumia Abu-Jamal, mais aussi de représentants des villes de Montreuil et Stains (1). Nous serons des observateurs internationaux qui pourront témoigner de la façon dont s'est déroulée cette audience. D'ailleurs, je rappelle qu'aujourd'hui une journée de mobilisation est organisée également en France. Par deux fois – en 1995 et en 1999 – nous avons grandement contribué à faire reculer les arrêts d'exécution qui menaçaient le journaliste noir américain. Cette mobilisation doit s'amplifier. Après avoir rencontré Mumia en décembre dernier, après avoir assisté à de nombreuses initiatives ou rencontres, je reste persuadé que c'est cette mobilisation qui peut le sauver. Je suis satisfait d'ailleurs de voir le débat sur la peine de mort, sur la situation de Mumia Abu-Jamal s'amplifier depuis ces derniers mois, notamment avec le vingtième anniversaire de l'abolition en France ou la tenue du premier Congrès mondial contre la peine de mort, en juin dernier à Strasbourg.

**Précisément, vous avez, à l'occasion du congrès de Strasbourg, déposé une proposition de loi: pouvez-vous nous en parler?**

**Bernard Birsinger.** J'ai effectivement pris l'initiative, avec ma collègue Nicole Borvo, au Sénat, de proposer l'instauration d'une journée nationale contre la peine de mort. Tout comme l'abolition avait été votée par une grande diversité de parlementaire en 1981, j'ai sollicité des députés de l'ensemble des groupes qui siègent à l'Assemblée: Roselyne Bachelot, Maurice Leroy,

Noël Mamère et André Vallini ont, ainsi, cosigné cette proposition. Il s'agit d'ouvrir largement le débat sur la peine de mort, sur l'expérience que nous avons fait avec son abolition, et de faire grandir l'idée d'une abolition universelle.

Nous nous sommes d'abord retrouvés autour d'un certain nombre de valeurs qui touchent à la justice, aux droits humains. Pour ma part, je dirai que ce débat sur la peine de mort nous intéresse au plus haut point, non seulement parce que nos consciences se révoltent face, par exemple, au véritable massacre auquel se sont livrées les autorités chinoises ce printemps en exécutant plusieurs centaines de citoyens, mais aussi parce qu'il est l'occasion de réfléchir aux valeurs qui fondent l'idée de justice, au sens de la peine. Par exemple, nous voyons ressurgir ces derniers temps des propos extrêmement sécuritaires concernant notamment la justice des mineurs. Peut-on arrêter la délinquance, la criminalité par l'escalade de la répression, par une logique d'élimination – sociale ou physique –, en bref par l'engrenage de la violence? Au fond, ce combat contre la peine de mort est porteur d'une « philosophie sociale »: celle qui face aux rapports de dominations, de répression et d'exclusion fait le pari de la citoyenneté et de l'intelligence collective.

**PROPOS RECUEILLIS PAR  
YANN GONTRAND**

(1) Outre Bernard Birsinger, la délégation française est composée de Dee Brooks (CGT), Anne-Charlotte Dommartin (Ensemble contre la peine de mort), Marianne Glasson (conseillère municipale de Montreuil), Claude Guillaumaud-Pujol (Just Justice Tours), Jacky Hortaut (CGT), Jacques Lederer (écrivain), Pierre Mairat (MRAP), Lysiane Marchal (collectif Montreuil), Mireille Mendès-France (Triangle de la solidarité), Marina Rajewski (Just Justice Clermont-Ferrand), Hélène Reys (conseillère municipale de Stains, JC), Julia Wright (COSIMAPP).

L' H U M A N I T É





# Bring Mumia Abu-Jamal home to his family

Arnold Beverly has confessed to killing Daniel Faulkner on Dec. 9, 1981. He even passed a lie detector test verified by a leading national expert.

Yet Mumia Abu-Jamal is still on Pennsylvania's death row. Governor Tom Ridge is itching to sign another death warrant. President George Bush—who stole the election—also wants Mumia killed.

Over 120 witnesses were present when Faulkner was killed. Prosecutors called only six to testify at Mumia's trial. Two of these witnesses—Cynthia White and Veronica Jones—said they were forced to lie because of police threats of imprisonment. Other witnesses were intimidated into changing their original statements.

Several witnesses reported seeing the shooter flee. This shooter was Arnold Beverly. Police and the District Attorney's office suppressed the evidence in 1981 and now the DA wants to keep Beverly's confession from being introduced into evidence.

Mumia Abu-Jamal's life is in great danger. Federal Judge William H. Yohn is refusing to let confessed assassin Arnold Beverly testify under oath. Yohn claims that the evidence of Beverly's confession was not introduced soon enough. Since when has there been a statute of limitations when the charge is murder?

Yohn has also refused to accept for "friend of the court" briefs filed in support of Mumia by groups including the Pennsylvania Chapter of the NAACP and the National Conference of Black Lawyers. The briefs detailed legal issues why Mumia should be released or at least granted a new trial.

Mumia Abu-Jamal was framed just like the innocent people who were jailed by crooked cops in the 39th District. Medical Examiner Paul Hoyer wrote that Faulkner was killed by a .44 caliber bullet. Yet Mumia's licensed gun, which he carried as a cab driver for self-defense, was .38 caliber. Police also failed to conduct tests on Mumia's gun to see if it had been fired in the immediate past or on his hands to see if he had even fired a gun.

The Bush brothers disenfranchised African American voters in Florida. Prosecutors in Mumia's trial used 11 "preemptory challenges" to get rid of Black jurors. Only two African Americans were selected for the jury. One African American woman juror was forced off by Judge Albert Sabo and replaced by a white male who repeatedly stated he could not be impartial.

How much longer will this injustice go on? Mumia Abu-Jamal will be in Judge Pamela Dembe's court at the Philadelphia Criminal Justice Center on Friday, Aug. 17. Stand with Mumia and his family. Don't let them kill an innocent man.

**Be in court with Mumia Abu-Jamal**  
**Come to the Philadelphia Criminal Justice Center**  
**(East side of City Hall at Broad and Market)**  
**Friday, Aug. 17, 9 am**

*For more information contact:*  
International Concerned Family and Friends  
of Mumia Abu-Jamal  
Box 19709, Philadelphia, PA 19143  
Phone: (215) 476-8812  
[www.mumia.org](http://www.mumia.org) [ICFFMAJ@aol.com](mailto:ICFFMAJ@aol.com)

Philadelphia International Action Center  
Phone: (215) 724-1618  
[www.mumia2000.org](http://www.mumia2000.org)  
[philnpc@op.net](mailto:philnpc@op.net)

**EMERGENCY ALERT!**

*International*  
**Action Center**

# Mumia Abu-Jamal

*will be in court in Philadelphia*  
**Friday, August 17 - 9 a.m.**

Be there! East side of City Hall  
at Broad and Market streets

**Demonstration also on Saturday, August 18 - call for information**

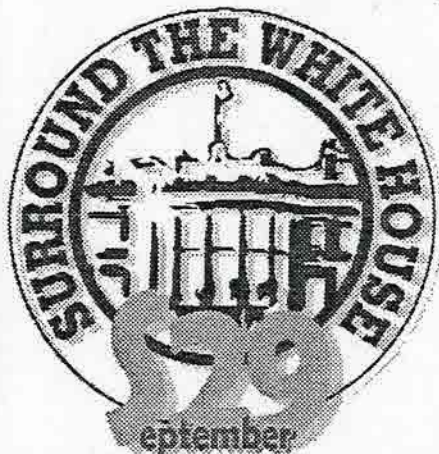
## **VOLUNTEERS URGENTLY NEEDED!**

*Come in to 4601 Market  
Street, 5th Floor to lend  
your volunteer support*

*Help build for Mumia's  
court date, Fri., Aug. 17.*

*Help spread the word  
about fall protests against  
Bush and the IMF/World  
Bank in Washington, D.C.*

*Help with phone banking  
or take leaflets to share  
with your co-workers  
and distribute in your  
community.*



**Call 215.724.1618 or 215.476.8812**

**T**he case of Mumia Abu-Jamal is not just about the persecution of one individual. Abu-Jamal has become the most recognizable face of the death penalty, police brutality and racist profiling in general. Demanding Mumia's freedom on August 17 when he appears in a Philadelphia courtroom, as well as throughout the fall convergence against the IMF, World Bank and Bush Administration September 28 - October 4, will help to unite all of those who want to take a powerful stand against racism and globalization.

*For more information, contact  
an organizing center:*

**PHILADELPHIA:**  
**INTERNATIONAL ACTION CENTER:**  
215.724.1618;  
philnpc@op.net  
**INT'L CONCERNED FAMILY &  
FRIENDS OF MUMIA ABU-JAMAL:**  
215.476.8812  
icffmaj@aol.com  
www.mumia.org

**NEW YORK:**  
39 W. 14 St. #206  
New York, NY 10011  
212.633.6646 fax: 212.633.2889  
iacenter@iacenter.org

**WASHINGTON, D.C.:**  
202.347.9300;  
iacenterdc@yahoo.com



### **ON SEPT. 29 TELL PRES. BUSH:**

- > Free Mumia Abu-Jamal, Leonard Peltier and all political prisoners
- > No to the racist death penalty, stop police brutality
- > Education and jobs not prisons for our youth
- > Stop all violence against women, full reproductive rights now
- > Equal rights for lesbian, gay, bi and trans people
- > Hands off affirmative action
- > U.S. Navy out of Vieques, not one more bomb
- > Billions for HIV/AIDS, healthcare and social programs, not star wars
- > Stop destroying the environment, no Arctic drilling, respect the Kyoto Treaty
- > Rollback gas and utility prices, no more profiteering
- > Stop funding Israeli terrorism against Palestinian people
- > No to "Plan Colombia"
- > No more sanctions against the people of Cuba and Iraq

X-523

# WHO IS MUMIA ABU-JAMAL?

Mumia Abu-Jamal is an award-winning African-American journalist, the author of several books, and a political prisoner currently sitting on Pennsylvania's Death Row. He was convicted and sentenced to death for the alleged murder of a white policeman on December 9, 1981, in a trial defined by prosecutorial, judicial, and even defense attorney misconduct.

Mumia grew up in Philadelphia under the conditions facing poor young people of color during the particularly repressive and racist rule of notorious Mayor Rizzo and, at the age of 14, became active in the fight for justice. Despite being an exemplary youth—an excellent student, religious and moral, and completely non-violent—Mumia was soon under surveillance by the FBI and the Philadelphia police.

Mumia later became well-known for his outspoken critiques of police brutality, racism, and other forms of injustice in Philadelphia, and came to be widely respected for exposing the systematic oppression of ordinary people whose stories would otherwise remain untold; for this he was called the “voice of the voiceless.”

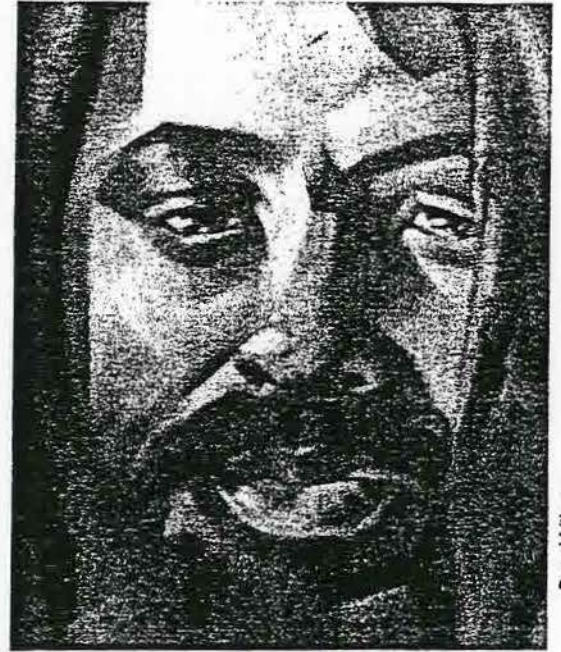
While gaining increased respect and love from his following in the poor communities of Philadelphia and eventually elected President of the Association of Black Journalists, he was also gaining the enmity of the Philadelphia “powers-that-be” and especially of the Philadelphia police. Thus, on the fateful evening of December 9, 1981, what began as Mumia's investigation of typical police harassment and beating of a Black man ended in the shooting of both Police Officer Faulkner and Mumia, with both being seriously wounded. Officer Faulkner died in the hospital and Mumia survived.

From Amnesty International to the Congressional Black Caucus to President Jacques Chirac of France to 22 British Parliamentarians to former South African President Nelson Mandela, and hundreds of other famous international and U.S. figures and organizations, the conclusion has been the same: Mumia never had a fair trial.

Eyewitnesses who testified against the police version that Mumia killed the policeman were coerced into changing their testimony. Evidence that could have proven Mumia innocent was either kept from the defense or “lost” by the police. The judge, Albert Sabo, was extremely prejudiced against Mumia and worked “hand in glove” with the prosecution. Sabo was known as the judge who sent more people to Death Row than any other judge in the U.S. Blacks were systematically

excluded from the jury. Mumia was denied his constitutionally-guaranteed right to represent himself and had a lawyer forced on him who was incompetent and who collaborated with the prosecutor and judge in preventing Mumia's self-representation. Finally, Mumia was even thrown out of the courtroom and not even provided with transcripts of his own trial.

For more information contact:  
Free Mumia Abu Jamal Coalition, NYC  
212-330-8029 | [www.freemumia.com](http://www.freemumia.com)



Russ Wilson



AMERICA'S FUTURE

# Who is Mumia Abu-Jamal?

**M**umia Abu-Jamal is an award-winning African-American journalist, the author of several books, and a political prisoner currently sitting on Pennsylvania's Death Row. He was convicted and sentenced to death for the alleged murder of a white policeman on December 9, 1981, in a trial defined by misconduct.

Growing up in the '60's, Mumia became politically involved at age 14, leading to his surveillance by the FBI and Philly police. As a reporter, Mumia exposed the oppression of ordinary people; for this, he was called the "voice of the voiceless." Mumia was elected President of the Association of Black Journalists; at the same time, he gained the enmity of the Philadelphia "powers" and police, who had him fired from his journalism jobs, and drove a taxi to support his family.

The basic facts: while driving his cab, Mumia saw his brother arguing with Police Officer Faulkner. Mumia got out of his cab. A gun, legally registered to Mumia, was found at the scene. The scenario ends with the shooting of both Officer Faulkner and Mumia; the Officer died in the hospital and Mumia survived. Both Mumia and his brother were witnesses to a crime but, because of his politics, Mumia was charged as a perpetrator. Worse, **Mumia never had a fair trial:**

- Eyewitnesses testifying against the police version were coerced to change their accounts.

- Evidence proving Mumia's innocence was hidden from the defense or even "lost" by the police.

- Judge Albert Sabo (who sentenced more people to death than any other

U.S. judge) openly expressed his hatred of Mumia and conspired with the prosecution.

- Blacks were systematically excluded from the jury.



Denied his constitutionally-guaranteed right to self-representation, Sabo forced an admittedly incompetent lawyer on Mumia, who collaborated with the prosecutor and Sabo to prevent Mumia's self-representation.

- Mumia was even thrown out of the courtroom and not provided with transcripts of his own trial.

Many of these violations of Mumia's constitutional rights would, individually, constitute sufficient legal ground for overturning the original trial and releasing him from prison.

**Now there is startling new evidence.**

Arnold Beverly, a hired hit-man for the mob which needed to rub out Faulkner for breaking the Blue Wall of Silence about police corruption, has confessed to the murder. Beverly's confession is consistent with the case's known physical evidence, and helps make sense of testimony otherwise contradictory in relation to the prosecution's version. This signed confession has been corroborated by a renowned polygraph expert.

**Why we are demonstrating today:**

Today we demand the courts hear Beverly's confession and reconsider Mumia's conviction. Last month a federal judge, William Yohn, refused to allow a legal deposition to be taken from Beverly so that this confession could become part of the formal record for the federal courts. Yohn's ruling was based on purely technical legal issues, not the big question of Who Did It?.

On Friday, August 17th, there is a "status" hearing in Pennsylvania State Court to determine whether proceedings will be reinstated to consider Beverly's evidence. There is a real danger that the State Judge will rule similarly to Yohn, refusing to even hear it. **People must raise their voices to stop the execution of an innocent man!**

-----  
**For further information contact** International Concerned Family and Friends of Mumia Abu-Jamal, Box 19709, Philadelphia, PA 19143; 215-476-8812 (phone); 215-476-7551(fax); [www.mumia.org](http://www.mumia.org); [mumia@webcom.com](mailto:mumia@webcom.com)

# **No Time to Waste — Only a United Movement Can Free Mumia Abu-Jamal!**

On August 17, death-row prisoner Mumia Abu-Jamal will go once more before a Pennsylvania state court. The stakes are high.

The life of an innocent man, an eloquent African American journalist and radical critic of the status quo framed for the 1981 killing of Philadelphia policeman Daniel Faulkner, is in the balance. But even more is at issue. Abu-Jamal is being used as an example of what the system can do, if it chooses, to any protester who threatens it — whether the target of protest is the WTO, unionbusting, police brutality, or any other type of exploitation or oppression.

For this reason, Mumia's fight belongs to everyone working to build a better world. And it will take all our voices, raised together as one, to ensure that victory belongs to him and to us — and not to the thoroughly rotten system bent on taking Mumia's life.

## **In Uncle Sam's courts, innocence means nothing**

On July 19, federal Judge William Yohn rejected a plea by Abu-Jamal's new legal team to depose Arnold Beverly, who has confessed to killing Faulkner. Beverly says that he was hired by other cops to kill Faulkner because Faulkner was helping to expose police corruption.

In making his decision, Yohn cited the 1996 Anti-Terrorism and Effective Death Penalty Act, which severely limits federal review of state court decisions, and the infamous 1993 U.S. Supreme Court ruling that innocence is not grounds for appeal if "correct procedures" have been followed in court. In Mumia's trial, "correct procedures" included false testimony, withholding of defense evidence, notorious pro-police bias on the part of the judge, denial of self-representation, and inadequate legal counsel!

Mumia's case is a quintessential example of justice American-style. He faces legal

lynching because of his skin color and class and because of the corruption of cops, courts, and elected officials, who are yoked together in a multipronged war on dissent and dissenters. And the frameup machine is thoroughly bipartisan: former President Clinton signed the Effective Death Penalty Act, Democratic National Committee Chair Ed Rendell prosecuted Mumia during Rendell's stint as a district attorney in Philadelphia, and Pennsylvania Governor Thomas Ridge, a Republican, has now signed Mumia's death warrant twice.

But Mumia and his lawyers are not about to give up. At the August 17 court date, they will seek to persuade a state Common Pleas judge to reopen the post-conviction hearing — one of the very few avenues remaining that could provide Abu-Jamal with the opportunity to prove his innocence.

## **Sabotaging Mumia's support**

The defense team's fresh legal initiatives are taking place against a background of dead silence from Judge Yohn on a pivotal motion filed by Abu-Jamal *almost two years ago* asking for an evidentiary hearing that would allow new evidence and witnesses to be introduced. In part as a result of Yohn's lengthy delay, the energy of Mumia's public defense campaign has dissipated somewhat since its peak in 1999 — and that is certainly not an accident.

The government made a more overt attack on the movement earlier this month, when a Pennsylvania state agency raised questions about fundraising by the International Concerned Family and Friends of Mumia Abu-Jamal and ordered the defense committee to stop asking for donations and to turn over financial information.

Historically, fishing expeditions into records and accusations of financial misdeeds are designed to destroy radical groups by tying them up in costly, time-consuming litigation and tarnishing their reputa-

tions. This kind of assault was used in the 1920s against the International Labor Defense, a key organization in the campaign to save the lives of anarchist labor leaders Sacco and Vanzetti in the 1920s.

And the Freedom Socialist Party had its own experience with this type of witchhunt in the 1980s, when an ex-member who brought suit against FSP over a donation made years earlier demanded that the party hand over lists of members and contributors. FSP refused, attracted broad public support, and ultimately won a court decision in *Snedigar v. Hoddersen* vigorously upholding organizational privacy rights.

### **Rebuild the movement and pour on the street heat!**

Ruling-class authorities are pulling out all the stops to disorient and demoralize the mobilization to free Mumia, because they know the *movement* is the one force with the potential to stop Mumia's execution.

This is a lesson that defenders of Mumia can take to heart: whatever happens in the courtroom, it is only *mass pressure* that can win Mumia's freedom, by making the social cost of his continued persecution too high for the system to pay.

During Mumia's long saga, there have been moments of powerful solidarity among youth, people of color, the Left, longshore workers, other unionists, and tens of thousands of justice-minded people internationally. The job of the movement now is to rebuild that solidarity, redouble it, and sus-

tain it. We need to increase the level of education, letter-writing, passing of resolutions in unions, protests and strikes until Mumia is free.

Meeting this challenge requires that within the united front for Mumia there be respect for differing opinions and recognition of the valuable and necessary strength that each participant contributes. And the movement especially needs the leadership of organized labor, African American activists, and leftists. Mumia's case represents an opportunity to beat back the growing crack-down on civil liberties and civil rights, which affect these groups tremendously. They have a vested interest in challenging state repression, and their organizing savvy and experience make their involvement essential to success.

Certainly Mumia, who has helped to politically awaken untold numbers of young people and inspire them to battle injustice, deserves no less than our best and complete effort. *Together, united, we can win!* □

*International Concerned Family and Friends of Mumia Abu-Jamal can be reached at 215-476-8812 or ICFMAJ@aol.com. Website: www.mumia.org.*

---

### **Issued by: Radical Women and the Freedom Socialist Party**

**Website: [www.socialism.com](http://www.socialism.com)**

32 Union Square East #907, New York City, NY 10003 • Telephone 212-677-7002 • E-mail [fsprw@nyct.net](mailto:fsprw@nyct.net) • Fax 212-228-9732

## **Subscribe to the Freedom Socialist newspaper** *Get the Voice of Revolutionary Feminism delivered to your door!*

**Four issues (one year) - \$5.00**

**Eight issues - \$10.00**

NAME \_\_\_\_\_

PHONE or E-MAIL \_\_\_\_\_

ADDRESS \_\_\_\_\_

CITY \_\_\_\_\_

STATE \_\_\_\_\_

ZIP \_\_\_\_\_

Please mail checks to *Freedom Socialist*, 5018 Rainier Ave. South, Seattle, WA 98118.